

Luc Frieden et Ursula von der Leyen,
à Luxembourg, le 9 mai 2025.



PHOTO : CHRISTOPHE LLOPPE / COMMISSION EUROPÉENNE

DROITS HUMAINS ET CLIMAT

Frieden est allé se promener dans les bois

Fabien Grasser

Luc Frieden est très mécontent du sort fait à la directive européenne Omnibus I, qui doit abaisser les normes relatives aux droits humains, environnementaux et climatiques auxquelles sont soumises les grandes entreprises. Pour le premier ministre, il s'agit seulement de simplifier la vie des entreprises, là où même Ursula von der Leyen parle désormais de « dérégulation ».

Luc Frieden est finalement allé se promener dans les bois. Mais ce n'était pas pour snober une manif syndicale, comme il avait envisagé de le faire le 28 juin dernier – avant de se raviser. « Je suis allé en forêt la semaine dernière et j'ai pu constater que 10 % seulement d'entre elles sont encore saines », a rapporté le premier ministre, ce mardi 28 octobre, dans l'interview matinale de RTL Radio. Cette escapade champêtre lui a permis de constater de visu « l'impact du changement climatique », et de déduire en toute logique : « La politique climatique reste importante, et nous devons atteindre notre objectif de neutralité climatique en 2050. »

Mais, car il y en a forcément un, « une bonne politique climatique ne peut fonctionner qu'avec une bonne politique économique ». Et celle-ci ne peut advenir qu'avec des entreprises fortes. Pour y parvenir, le chef du gouvernement a une recette toute trouvée : simplifier la vie des entreprises en les déchargeant des pape-rasses « qui les étouffent » quand elles doivent précisément rendre compte de leurs politiques de durabilité ou de respect des normes relatives aux droits humains et environnementaux.

Pour comprendre le fil un brin tortueux de la pensée du premier ministre chrétien-social, il faut revenir à la séance plénière du 22 oc-

tobre au Parlement européen. Les eurodéputés ont, ce jour-là, voté à une courte majorité contre le deal que la droite conservatrice du PPE avait tenté d'organiser pour court-circuiter le Parlement dans l'adoption de la directive Omnibus I, en l'envoyant directement en trilogue avec la Commission et le Conseil européen. Omnibus affaiblit considérablement la directive sur le devoir de vigilance des multinationales et le reporting sur la durabilité des entreprises. Pour essayer de faire passer la pilule de force, le PPE avait menacé de s'allier à l'extrême droite si les sociaux-démocrates du S&D ne le suivaient pas. Mais, le 22 octobre, un vote à bulletin secret a finalement renvoyé le texte en commission pour de nouvelles négociations. Celui-ci sera examiné en séance plénière le 13 novembre. Cela « montre clairement que le Parlement n'est pas prêt à céder au chantage des conservateurs », a réagi dans la foulée l'eurodéputée luxembourgeoise Tilly Metz (Dei Gréng). Le désaveu du PPE a fait l'effet d'un petit séisme dans les annales européennes.

L'épisode a déclenché une colère froide chez Luc Frieden qui a appelé les eurodéputés à la sacro-sainte raison néolibérale, car « il serait dommage de détruire notre industrie ».

L'épisode a aussi déclenché une colère froide chez Luc Frieden, qui, sur RTL, a appelé les parlementaires européens à la sacro-sainte raison néolibérale, car « il serait dommage de détruire notre industrie ». Selon lui, ce texte « préservera la compéti-

tivité des entreprises européennes face aux Américains et aux Asiatiques », donc notre capacité d'investir dans la lutte contre le réchauffement climatique et, accessoirement, contribuera à nous sauver de « la pauvreté ». Il faut donc simplifier et simplifier encore... Un doux euphémisme, rétorquent les ONG mobilisées sur les questions des droits humains et environnementaux, Omnibus dissimulant, selon elles, un vaste plan de dérégulation en faveur des profits des grandes entreprises. Ursula von der Leyen ne dit d'ailleurs plus autre chose. La présidente de la Commission européenne a affirmé que « nous avons besoin de dérégulation », lors du sommet européen sur la compétitivité qui s'est tenu début octobre à Copenhague. Le chef du gouvernement luxembourgeois y était, mais un moment d'inattention a dû visiblement l'empêcher d'intégrer ce changement de vocabulaire à son répertoire.

Enfermé dans un logiciel dans lequel l'entreprise et le profit sont parés de toutes les vertus, Luc Frieden pense sauver le climat et l'environnement en imposant moins de contraintes climatiques et environnementales aux entreprises. Cette contradiction revient à placer notre avenir entre les mains des principaux artisans du désastre. Simple, non ?

Automatisiertes Fahren:

Die Robotaxi-Illusion **S.4**

Panafricanisme: « Il n'y a pas de rupture entre l'Afrique et ses diasporas » **p. 6**

Luxemburg in der Aufrüstungsdebatte:

Blindwütiges Kräfteressen? **S. 7**

Politique d'asile : le graal des retours **p. 10**

Rechtsextreme Partei „Chega“ in Portugal:

„Man muss die Ursachen bekämpfen“ **S. 10**

Simone Weils Kritik der Gewalt:

Denn Sieger gibt es nicht **S. 12**

Literatur: Lyrische Lektüretipps, Teil 3 **S. 14**

Albumkritik „Bye Bye Jackie“:

Höhenflüge und Abstürze **S. 15**

Walfer Bicherdeeg :

Des livres pour que la mémoire vive **p. 16**

Coverfoto: CC BY-SA 4.0 Grendelkhan/Wikimedia



Im Oktober nimmt der Illustrator Dirk Kessler die woxx-Leserschaft mit nach Rom, wo er die unbekannten Seiten der italienischen Hauptstadt erkundet hat.

Das Interview gibt es auf woxx.eu/kessler